



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des sécurités
Pôle des sécurités publiques**

Arrêté n°PREF/CAB/2024- 0579

réglementant temporairement la vente et le transport des combustibles domestiques et des produits pétroliers en bidon ou autre récipient transportable du jeudi 31 octobre 2024 à 16 heures au vendredi 1^{er} novembre 2024 à 08 heures

Le Préfet de l'Yonne,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2214-4, L 2215-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 226-1 et R 122-52 ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 322- 5 et 322-11-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 16 mars 2022 nommant Monsieur Pascal JAN, préfet de l'Yonne ;

Vu l'arrêté n°PREF/SAPPIE/BCAAT/2023/0390 du 14 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Pauline GIRARDOT, sous-préfète, secrétaire générale ;

VU la mise en œuvre du plan Vigipirate au niveau urgence attentat dans un contexte de menace terroriste, en vigueur depuis le 24 mars 2024 ;

Considérant la nécessité d'assurer dans un contexte de niveau élevé de la menace terroriste la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à la gravité de la menace ;

Considérant que les risques de troubles graves à l'ordre public et à la tranquillité qui peuvent survenir sur la voie publique à l'occasion de la fête d'Halloween dans le département de l'Yonne nécessitent que toutes les mesures soient prises au cours de cette période pour assurer la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant à ce titre que toutes les mesures doivent être prises pour prévenir la survenance d'incendies volontaires ou en limiter leurs conséquences ;

Considérant le risque d'atteinte aux personnes et les dégradations de biens privés ou publics occasionnés par des individus utilisant seul ou en réunion, des produits inflammables ;

Considérant que toutes les mesures doivent être prises pour prévenir les agressions par usage de produits corrosifs ;

Considérant qu'il convient de ce fait d'en restreindre les conditions de distribution, d'achat, de vente à emporter et de transport ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir tout risque de trouble à l'ordre public par des mesures adaptées et limitées dans le temps dans le respect des libertés publiques ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne :

ARRÊTE

Article 1 : Sont interdits la vente au détail de combustibles domestiques dont le gaz inflammable et de produits pétroliers dans tout récipient transportable ainsi que leur transport par des particuliers dans l'ensemble du département de l'Yonne du jeudi 31 octobre 2024 à 16 heures au vendredi 1^{er} novembre 2024 à 08 heures.

Article 2 : En cas d'urgence et pour des besoins justifiés et vérifiés, il peut être dérogé aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté sur autorisation des services de la police ou de la gendarmerie.

Article 3 : Le présent arrêté est adressé à tous les maires du département qui sont chargés de le faire afficher en mairie et dans les lieux réservés à cet effet.

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, les sous-préfets des arrondissements de Sens et d'Avallon, le directeur interdépartemental de la police nationale de l'Yonne, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départemental de l'Yonne et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs du département de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le 25 OCT. 2024

Pour le préfet,
la sous-préfète,
secrétaire générale



Pauline GIRARDOT

La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Yonne, ou hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur. Une décision explicite de rejet ou l'absence de réponse dans un délai de deux mois, qui fait naître une décision implicite de rejet, peuvent être contestées par recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent selon les modalités détaillées ci-dessous ;
- soit d'un recours contentieux qui doit être enregistré au greffe du tribunal administratif territorialement compétent. Ce recours doit être formé par un écrit devant la juridiction administrative. Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr